

## CONSEIL MUNICIPAL PROCES-VERBAL DE SEANCE NUMERO 01-2024

Séance du 15 janvier 2024 à 19 heures 45 minutes  
Salle du Conseil Municipal

**Présents :**

Mme BREVET Valérie, M. COTTEY Romain, Mme DESCOURS Christine, M. DUBOST Fabrice, Mme GAILLETON Sophie, Mme GINOUX Céline, M. KANDZIORA Frédéric, M. LECOUFFE Mehdi, Mme MICHIEL Christiane, M. PAGNON Jérémie, M. RICHARD Franck, Mme THIVOLLE Marie Monique, M. VILLERMET Thomas

**Absent(s) :**

Mme BOSSUYT Julie

**Excusé(s) :**

M. BAUER Franck

**Secrétaire de séance** : Mme DESCOURS Christine

**Président de séance** : Mme THIVOLLE Marie Monique

**1 - Approbation du procès-verbal du 18 décembre 2023**

Madame le maire demande l'approbation du procès-verbal numéro 11-2023 du 18 décembre 2023.

Monsieur Frédéric KANDZIORA rappelle que concernant les invitations aux vœux du maire, il avait été spécifié que ne seraient invités que les représentants élus qui ont subventionné des projets et que le choix des invités appartient au maire. Il rajoute que la discussion lors du conseil était animée et qu'il n'est pas possible de s'entendre dans ce brouhaha.

Madame Céline GINOUX rappelle qu'il n'y a pas de parti au sein du conseil et que si des parlementaires élus au suffrage indirect sont invités, il n'y a pas de raison de ne pas inviter des élus au suffrage direct.

Monsieur Frédéric KANDZIORA demande que le procès-verbal soit corrigé.

Après correction, le procès-verbal n'appelant pas d'autres objections est approuvé à l'unanimité.

**2 - Fixation du tarif de facturation du traitement des sacs poubelles lors des manifestations des associations**

Madame le Maire rappelle que les associations utilisant le local municipal pour leurs manifestations pouvaient jusqu'à présent utiliser des sacs poubelles remis par la mairie au prix de vente de 1.60 € le sac de 50 litres ou ramenaient leurs poubelles.

Or, depuis la mise en place des Points d'apport volontaire des ordures ménagères, il n'y a plus de sacs de couleurs et chaque badge (sacs déposés dans le container) est facturé par le SMIDOM à 1.80 €.

Il convient de donner le choix aux associations afin qu'elles puissent laisser leurs sacs d'ordures ménagères avec un traitement par l'agent technique de la commune. Seuls les sacs de 50 litres maximums pourront être déposés à l'entrée du local. Les sacs ne seront pas fournis par la commune.

Madame le Maire propose que chaque badge soit refacturé 2€ aux associations (1.80€ + 0.20€ pour le coût de traitement).

Madame Céline GINOUX et Monsieur Fabrice DUBOST rappellent que cette solution et ce tarif avaient été évoqués lors de la réunion avec les associations.

Enfin Madame le Maire rappelle que ces encaissements seront faits par le biais de la régie au titre de son article 3.

Madame le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur ce tarif de 2 euros.

Le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Dit que seuls les sacs poubelles de 50 litres maximum seront traités par le service technique.
- Décide de fixer le prix de traitement des sacs poubelles à 2 € par badge lors du dépôt dans le container.
- Dit que cette décision sera portée sur le règlement d'utilisation du local municipal.
- Rappelle que cette recette sera encaissée par le biais de la régie conformément à son article 3.

### **3 - Mandat à la présidente du centre de gestion de l'Ain pour la consultation en vue de la conclusion d'un contrat d'assurance collective pour la garantie des risques statutaires**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que :

Dans le cadre de l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984, le Centre de gestion de l'Ain souscrit depuis plusieurs années des contrats-groupes d'assurance pour couvrir les risques statutaires de ses collectivités affiliées. Ces contrats ont été mis en place pour assurer une couverture financière complète des risques encourus par les Collectivités Territoriales et les Etablissements Publics en cas de décès, accidents du travail, maladies professionnelles, maladies ou accidents non professionnels et maternité de leurs agents titulaires et contractuels.

Le contrat-groupe actuel a été conclu à l'issue d'une mise en concurrence réalisée au cours de l'année 2020 dans le respect des règles applicables aux marchés publics d'assurances. Le marché a été attribué au groupement Gras Savoye Rhône-Alpes Auvergne / CNP assurances qui assure la couverture du risque et la gestion du contrat jusqu'au 31 décembre 2024.

Ce contrat-groupe s'est caractérisé par une gestion en capitalisation non limitée dans le temps et une garantie de maintien des taux sur 3 ans (2 ans pour les collectivités de plus de 30 agents CNRACL) ainsi qu'un accompagnement du prestataire dans les domaines de la prévention des risques professionnels et de la formation.

A l'heure actuelle, 260 collectivités ont rejoint le contrat-groupe.

De manière à pouvoir proposer un nouveau contrat-groupe à leurs affiliés au 1<sup>er</sup> janvier 2025, le Centre de gestion de l'Ain engagera une consultation avec mise en concurrence et négociation dans le respect tant du formalisme prévu par le Code de la commande publique que des dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale.

Ainsi, le Centre de gestion de l'Ain doit justifier d'avoir été mandaté pour engager la procédure de consultation à l'issue de laquelle les collectivités auront la faculté d'adhérer ou non au contrat qui en résultera.

Aussi, Madame le Maire propose-t-elle à l'assemblée de donner mandat à la Présidente du Centre de gestion de l'Ain pour procéder, au nom de la collectivité, à une consultation auprès des différents prestataires potentiels dans le respect du formalisme prévu par le Code de la commande publique.

L'assemblée est invitée à examiner les propositions qui viennent d'être formulées.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le Code de la commande publique,

Vu l'article 26 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

- Décide d'étudier l'opportunité de conclure un nouveau contrat d'assurance pour la garantie de ses risques statutaires
- Décide pour cela de donner mandat à la Présidente du Centre de gestion de l'Ain afin :
  - qu'elle procède à la consultation des différents prestataires potentiels ;
  - qu'elle conclue le cas échéant un contrat-groupe adapté aux besoins des collectivités mandataires ;
  - qu'elle informe ces collectivités des caractéristiques du nouveau contrat-groupe, se fasse le relais de toute demande d'adhésion au dit contrat.
  - qu'elle prenne toute décision adaptée pour réaliser réglementairement la passation du marché susvisé.

### **4 - Réflexions sur l'orientation budgétaire 2024**

Madame le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de définir les orientations budgétaires pour l'année 2024.

Elle évoque le problème du lavoir et notamment du nettoyage des tags. Un devis de 540.00 € HT a été établi pour l'aérogommage sur les murs, les poutres, les poteaux et les bords du lavoir. Quant à la porte d'origine qui a été entièrement détruite, il n'est peut-être pas nécessaire de la remplacer.

Jérémie PAGNON demande s'il ne serait pas nécessaire de nettoyer le bassin. Valérie BREVET demande le temps que cela prendrait car des utilisateurs réguliers de ce bassin (puisage de l'eau) sont prêts à aider au nettoyage.

Romain COTTEY apporte les réponses suivantes : une restauration complète serait à envisager. Dans un premier temps, une réfection du toit serait nécessaire mais il conviendrait de trouver une solution pour en empêcher l'escalade.

Le nettoyage du bassin est une opération complexe : vidage, ré étanchéité du fond, remise à niveau. La proposition de faire participer les utilisateurs et la population est envisageable (cela a déjà été fait par le passé).

Madame le maire rappelle les autres investissements à prévoir pour 2024 :

- le changement des fenêtres à l'étage (pour lequel une subvention a été accordée par le département d'un montant de 5 156.00 €HT et qui peut être subventionnée également par la région).
- l'aménagement de la salle d'archives (qui peut également faire l'objet d'une subvention de la région). Attention : des normes de résistance au sol sont exigées. Romain COTTEY précise que la résistance de 400 kg/m<sup>2</sup> a été mesurée lors de l'aménagement de la mairie.
- la tyrolienne : une subvention a été accordée à la commune par le département pour un montant de 4959.00€. Les Joyeux Peyzieut'Ain feront un don à la commune.
- Achat rétroprojecteur
- Achat d'un massicot.

Elle informe par ailleurs que nous sommes toujours dans l'attente du banc ; la livraison a été refusée car le banc était cassé.

- Jérémie PAGNON demande si l'éclairage du square ne pourrait pas être inscrit au budget.
- Romain COTTEY rappelle qu'il convient de continuer la réfection des voiries et notamment pour les voies suivantes : la montée du lavoir et le chemin vers l'étang.
- Thomas VILLERMET et Christine DESCOURS demandent si un lampadaire ne pourrait pas être installé rue du Carteron Bozet entre l'impasse du Puits et l'impasse du Coteau du Vallon (zone sans éclairage). Frédéric KANDZIORA précise que le génolène pour les réseaux est posé et que seul le lampadaire serait à prévoir (voir le SIEA). Madame Marie Monique THIVOLLE précise que d'autres endroits du centre du village n'ont pas d'éclairage public.
- Jérémie PAGNON demande si une solution peut être apportée à l'accès du nouveau parking et à l'affaissement après la bordure.

## **5 - Questions diverses**

- **Travaux** : La peinture de la chaufferie est terminée. L'agent souhaite y stocker une partie des illuminations.  
L'opération de broyage des sapins s'est bien déroulée. Une partie du broyage a été déposée dans le massif de fleurs vers la mairie.  
Un nouveau dépôt sauvage, à la Gravière, a été évacué par l'agent technique : une cinquantaine de pneus que l'agent a emmenés à la déchetterie. En fonction de l'état (non découpé, pas de mousse et si pneu de véhicule léger), le traitement sera gratuit. Dans le cas contraire, le traitement sera facturé à la commune.
- **Pylône téléphonique** : suite à l'obtention de l'autorisation préalable de travaux pour la pose d'un pylône à la Gravière, la société ATC a procédé à l'affichage de cette autorisation. Le dossier peut être consulté en mairie.
- **Syndicat d'eau potable** : comme chaque année, le syndicat recense les projets sur les communes afin de coordonner les travaux d'eau potable. Il est décidé de reporter les mêmes travaux que l'année dernière.
- **Budget** : Madame le maire informe le conseil municipal qu'elle a procédé à un virement de crédit de 3 029.60 € en investissement € se présentant comme suit :
  - Article 212 : plantation des arbres : + 2 676.00 €
  - Article : 2188 : acquisition du banc : + 353.60€.
  - Article 2152 : installation de voirie : - 3 029.60 €
- **Législation** :
  - Madame la Préfète rappelle que la loi ZAN prévoit une garantie communale qui assure à toute commune, notamment rurale, un potentiel de développement d'un hectare minimum, sur la période 2021-2031.
  - Rappel du ministère de la transition écologique concernant la généralisation du tri à la source des biodéchets et l'obligation pour la collectivité compétente en matière de traitement des déchets. Romain COTTEY précise que le SMIDOM serait compétent à la condition que les biodéchets soient bien considérés comme des déchets.
  - Information par la sénatrice, Madame GOY-CHAVENT du dépôt d'une proposition de loi organique portant sur le rétablissement de la réserve parlementaire en faveur des communes.
- **SIVOS** : le SIVOS s'est réuni le 21 décembre 2023 afin de : délibérer sur le marché du transport.  
Concernant le toit du bâtiment de la maternelle, les proportions qui avaient été calculées lors de la mise à disposition sont exactes. Par contre, le préau n'est pas comptabilisé dans la mise à disposition, la question se pose de l'étanchéité du toit terrasse au-dessus du préau qui a été effectuée par le SIVOS. Madame THIVOLLE rappelle toutefois que la participation demandée par titre au mois d'octobre pour l'acompte des travaux de réfection de la toiture du bâtiment ne peut être prise en charge par la commune. En effet le montant demandé risque de ne pas correspondre au montant final dû par les

communes ; le financement de ces travaux n'étant pas finalisé (montant des subventions). Madame THIVOLLE rappelle la possibilité de contracter des prêts pour le préfinancement des subventions et du FCTVA.

Enfin, elle présente un article du Progrès initié par Monsieur Roger THIVOLLE et portant sur les 40 ans du syndicat.

- **Champ photovoltaïque** : Maître Ophélie BAINVILLE a envoyé ses vœux. Concernant le champ photovoltaïque, elle doit nous envoyer prochainement la lettre de mission correspondant à notre proposition d'engagement. De plus, elle a pris contact avec la société ENI qui doit nous contacter.
- **CCAS** : Madame THIVOLLE donne lecture d'un courrier de remerciements suite à la distribution du colis.
- **Site Internet** : Thomas VILLERMET a contacté un administré de la commune qui démarre une activité d'indépendant dans le développement de logiciels et sites web, suite à un mail qu'il a adressé en mairie après lecture de la gazette de décembre. Thomas VILLERMET lui a demandé un chiffrage et il pense que ce serait une opportunité de pouvoir travailler avec quelqu'un sur la commune.
- **Divers** : Monsieur Fabrice DUBOST fait part d'une demande d'un food truck pour les jeudis soir. Madame le Maire demande que l'entreprise envoie un mail.
- **Naissance** :
  - Adriann BERTHELIER est né le 14 décembre 2023 à Gleizé.
  - Garance MARTELIN est née le 23 décembre 2023 à Gleizé.

Fait à Peyzieux-sur-Saône

La secrétaire de séance,

Christine DESCOURS



Le Maire,

Marie Monique THIVOLLE